

Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875.

Instructions officielle.

Le programme opte pour une approche centrée sur l'Allemagne, pays emblématique des questions qui se posent à tous les socialistes européens. L'affrontement entre réformistes et révolutionnaires y est particulièrement marqué. Le mouvement ouvrier y croise des enjeux majeurs comme la démocratisation et l'unité nationale. Le socialisme s'y trouve confronté à des contextes successifs très différents, de l'Empire à l'Allemagne réunifiée en passant par Weimar, le nazisme et les deux Allemagnes. Ainsi, l'étude intitulée « socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875 » permet de mettre en évidence des caractéristiques majeures du mouvement ouvrier en Europe tout en soulignant les spécificités allemandes.

1 L'essor du socialisme et du mouvement ouvrier est lié à l'industrialisation qui favorise le développement de la population ouvrière avec une accélération à la fin du XIXe siècle. Bien qu'entravé par l'absence d'un État unifié (jusqu'en 1870) puis d'un véritable système parlementaire (avant octobre 1918), le mouvement ouvrier se développe rapidement. L'aspiration collective à une société plus juste s'incarne dans une idéologie socialiste transformée par la pensée marxiste. Dès 1871, des « syndicats libres » se constituent en Saxe. En 1875, lors du congrès de Gotha, les deux partis socialistes allemands (celui de Lasalle et celui de Liebknecht et Bebel) s'unissent, donnant naissance à une formation, devenue le premier parti d'Allemagne dès 1890 et qui prend le nom de SPD en 1891 (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), soutenu par les syndicats, constitués en une puissance confédérée dès 1892. De 1919 à 1932, le SPD est le pivot de la République de Weimar tandis que le KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands*) créé en 1919 progresse aux scrutins nationaux et locaux à mesure que le pays s'enfonce dans la crise économique et sociale.

2 Dans l'opposition et au pouvoir, les socialistes contribuent à l'amélioration de la condition ouvrière. Après avoir tenté de réprimer l'action socialiste et ouvrière (législation antisocialiste de Bismarck), le pouvoir impérial s'oriente, après 1890, vers une anticipation des conflits sociaux par la mise en place d'une législation sociale avancée qui se renforce jusqu'en 1914. Après la Première Guerre mondiale, le régime républicain inscrit le droit syndical dans la constitution et les socialistes poussent à la mise en oeuvre de grandes réformes : conventions collectives, comités d'entreprises, journée de 8 heures, assurance chômage et logement social subventionné (1919-1920). Autre période d'avancées sociales majeures, les années 1949-1966 voient, en RFA, la mise en oeuvre d'une organisation des relations professionnelles qui fait prévaloir une coopération étroite entre syndicats et patronat (1951 : loi sur la cogestion). Ce système instaure un ensemble de structures et de procédures qui s'articulent autour de deux niveaux complémentaires, la branche d'activités et l'entreprise. Il a bénéficié des conditions très favorables des « Trente glorieuses » et sa cohérence interne lui a permis de bien fonctionner jusque dans les années 1990, ce qui n'exclut pas de grands mouvements de grève.

3 Dès l'origine, syndicats et formations socialistes sont déchirés entre des aspirations révolutionnaires et le désir d'une action politique légale. Partis et syndicats militent, à la fois, en faveur d'une transformation radicale de la société et de changements concrets destinés à changer la vie des ouvriers dans le cadre du système économique existant. Ces deux objectifs sont présents dès les premiers programmes du SPD : le congrès de Gotha en 1875 associe une stratégie révolutionnaire et des propositions réformistes. En 1891, le congrès d'Erfurt confirme l'orientation marxiste du parti tout en présentant des revendications pour la mise en oeuvre d'une démocratie parlementaire et l'amélioration de la condition ouvrière. Ce choix stratégique consacre la rupture entre le SPD, influencé par le révisionnisme d'Eduard Bernstein, et les partisans d'une révolution (Spartakistes puis KPD). Le contexte révolutionnaire des lendemains de la Première Guerre mondiale conduit à la scission du mouvement ouvrier. Les socialistes du SPD, impliqués dans des gouvernements de coalition, répriment les spartakistes et les manifestations ouvrières organisées par le KPD (assassinats de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, répression des grèves de la Ruhr en 1920). Le KPD évolue vers une « bolchevisation » et adopte en 1928, sous l'influence du Komintern, la tactique « classe contre classe » qui désigne les socialistes comme « l'avant-garde du fascisme », ruinant toutes les tentatives d'union des gauches allemandes face à la montée du nazisme. Cette division des socialistes entre révolutionnaires et réformistes a concerné toute l'Europe dès 1904 (congrès d'Amsterdam) et s'est creusée après la révolution bolchevique autour de la question de l'adhésion à l'IIIème Internationale, mais elle eut des conséquences particulièrement graves en Allemagne.

4 La répression menée par le gouvernement hitlérien, dès 1933, anéantit le mouvement ouvrier : syndicats interdits, syndicalistes, socialistes et communistes arrêtés ou contraints à l'exil. Les communistes se rallient alors à l'idée d'un front uni dans la résistance (même si des militants communistes ont très souvent précédé leurs dirigeants dans cette voie). Le gouvernement nazi tente de contrôler le mouvement ouvrier par la répression et l'encadrement (Front du travail).

5 Après la Seconde Guerre mondiale l'opposition entre socialistes et communistes redevient frontale. En Allemagne de l'ouest, entre 1945 et 1949, tandis que les communistes se marginalisent, le SPD s'affirme comme un parti réformiste, ce que consacre le programme de Bad Godesberg en 1959, abandonnant toute référence au marxisme. Il est accompagné dans cette voie par les syndicats, constitués en puissantes confédérations. Cette nouvelle orientation débouche sur un retour au pouvoir après une longue période d'opposition (1949-1966) d'abord dans une grande coalition puis avec l'arrivée de Willy Brandt à la chancellerie en 1969. En RDA, la SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*), parti issu de la fusion du SPD et du KPD dans la zone d'occupation soviétique en avril 1946, dispose du monopole politique et place sous sa dépendance les autres formations. Les

syndicats sont inféodés au parti unique, la grève est interdite, les manifestations réprimées (1953). La SED évolue vers un parti de type soviétique sous l'autorité de Walter Ulbricht puis d'Erich Honecker.

6 Avec la réunification, les antagonismes s'estompent du fait de l'effacement des communistes mais les socialistes doivent s'adapter à un nouveau paysage politique et social. La réunification n'est pas favorable au SPD qui s'y est montré réticent. Il doit s'adapter, ainsi que les syndicats, aux évolutions de la société (préoccupations environnementales qui se traduisent par le poids des « verts », tertiarisation et essor des classes moyennes, hausse du nombre des indépendants, montée du chômage, multiplication des activités à temps partiel...) et aux problématiques liées à l'Europe et au contexte de la mondialisation. Le SPD retrouve le pouvoir en 1998 avec la stratégie du « Neue Mitte » (nouveau centre) de Gerhard Schröder. Les ex-communistes du PSD (*Partei des Demokratischen Sozialismus*) issu de la SED gardent une influence dans les nouveaux Länder et l'émergence de « Die Linke » confirme la présence d'une gauche plus radicale dans le paysage politique. Le modèle allemand du partenariat social est ébranlé. Les traditionnels syndicats unitaires semblent céder la place à des organisations catégorielles et le pays connaît des grèves longues et massives (Deutsche Bahn 2007). Le taux de syndicalisation diminue. Cette désaffection à l'égard des syndicats traditionnels est majoritairement l'effet des mutations structurelles de la société évoquées plus haut. Elle est particulièrement nette chez les femmes et dans le secteur des services.

Le cas allemand est emblématique de l'impact des grandes crises du XXe siècle sur l'évolution du mouvement ouvrier européen. Le ralliement de la majorité des socialistes et des syndicats à la défense nationale dans le cadre d'unions sacrées lors de la Première Guerre mondiale enterre les visées pacifistes et internationalistes mais favorise l'intégration des formations ouvrières à la nation. La révolution russe, la défaite et la crise économique des années 30 contribuent au développement d'un contexte révolutionnaire qui accentue les déchirements au sein du mouvement ouvrier. La guerre froide consacre, avec celle de l'Allemagne et de l'Europe, la division entre socialistes et communistes. Enfin, le contexte de la mondialisation interpelle le SPD et les syndicats, comme dans toute l'Europe.

Intro :

Pourquoi l'Allemagne est-elle un berceau du socialisme et du syndicalisme en Europe ? Comment évolue le mouvement ouvrier durant le XXe siècle ?

L'Allemagne en 1875, berceau du socialisme.

- a. Marx et le marxisme.
- b. Une société qui s'industrialise.
- c. Un mouvement politique et philosophique universaliste.

I. Unification et scission du mouvement socialiste (1875-1919).

1. L'unité socialiste du congrès. SPD
2. Un mouvement qui s'implante dans la vie politique allemande.
3. Le syndicalisme ouvrier s'organise.

II. Le socialisme durant la république de Weimar et le nazisme. (1919-1945)

1. L'échec du spartakisme.
2. Le mouvement ouvrier entre démocratie et révolution.
3. Le mouvement ouvrier et le nazisme.
 - a. l'opposition KPD/NSDAP
 - b. La mainmise nazie sur le mouvement ouvrier.

III. Deux Allemagnes, deux mouvements ouvriers.

1. l'expérience est-Allemande (1945-1990)
2. Le mouvement ouvrier ouest-allemand, l'affirmation du réformisme.
3. Le mouvement socialiste et syndical depuis 1990.

Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875.

Intro : L'Allemagne apparaît comme le Berceau du Socialisme et de l'organisation politique et syndicale du mouvement ouvrier dans la 2^{ème} moitié du XIX^{ème} siècle. Cependant, l'exemple allemand s'inscrit dans un cadre européen car les pays industrialisés connaissent une évolution sociale et politique parallèle à celle de l'Allemagne. Plusieurs éléments concourent à faire de l'Allemagne, ce berceau du socialisme.

Marx y fonde sa vision sociale sur le concept de lutte des classes qui oppose une classe ouvrière opprimée et la bourgeoisie, classe dominante des propriétaires qui s'enrichit grâce au profit, assimilé au vol du travailleur. Rédacteur avec Engels du **Manifeste du Parti Communiste en 1848**, il prône l'unité du mouvement ouvrier dans le but de mener une révolution conduisant à une dictature prolétarienne et à la mise en place de l'Etat socialiste prélude de l'Etat communiste. Pour Marx, c'est en Allemagne que doit se dérouler la 1^{ère} Révolution prolétarienne.

En 1864 est fondée la 1^{ère} **Internationale ouvrière**. A partir de cette date, le mouvement ouvrier se perçoit comme un mouvement universel mais qui se structure dans un cadre national. En Allemagne, il va donc progressivement s'organiser dans des partis et des syndicats qui pour la plupart adopte la conception marxiste de la lutte des classes mais ne sont pas tous favorables à l'idée de révolution prolétarienne.

Sur une aussi longue durée, Il apparaît essentiel de s'intéresser aux évolutions du mouvement ouvrier dans des contextes économiques, politiques et sociaux très différents :

- De 1875 à 1919, le temps de la construction politique et syndicale.
- de 1919 à 1945, le mouvement ouvrier à l'épreuve du pouvoir, de la division et de la répression.
- de 1945 à aujourd'hui, l'antagonisme des mouvements socialistes dans une Allemagne divisée puis réunifiée.

I. Unification et scission du mouvement ouvrier (1875-1919).

1. Vers l'unité du mouvement socialiste.

a) Un mouvement ouvrier divisé.

Avant 1875, le mouvement socialiste allemand est double.

L'ADAV fondé en 1863 de Ferdinand Lassalle est un mouvement **réformiste** qui souhaite voir s'améliorer la condition ouvrière par le recours au suffrage universel et la négociation. Lassalle rejette donc la révolution et la dictature du prolétariat. Ce courant de pensée qui associe démocratie et lutte pour les conditions de vie prend rapidement le nom de mouvement « **social-démocrate** ».

Le SDAP fondé en 1869 par des dissidents de l'ADAV, **K. Liebknecht et A. Bebel**, est un mouvement adhérent de la 1^{ère} Internationale ouvrière qui considère **la révolution** comme le seul moyen d'obtenir l'égalité sociale.

Il existe donc en Allemagne, comme dans le reste de l'Europe une vision antagoniste du socialisme. Une dite « **réformiste** » s'appuie sur les principes de la démocratie et de la prise de pouvoir par les urnes. L'autre, « **révolutionnaire** » qui implique une prise de pouvoir par la Révolution et l'abolition de l'organisation capitaliste de l'état pour mettre en place une société égalitaire.

b) Un mouvement longtemps affaibli. (doc.1p 93)

La division affaiblit le socialisme. Politiquement, les socialistes n'ont que peu d'élus au Reichstag. De plus, beaucoup d'ouvriers peu instruits restent en marge des mouvements politiques souvent dominés par des intellectuels issus de la bourgeoisie. En 1871, lors de l'élection du 1^{er} parlement de l'empire allemand créé en février 1871, les socialistes obtiennent moins de 5% d'élus.

c) Le congrès de Gotha. Naissance du SPD

L'année 1875 marque la naissance d'un mouvement socialiste unitaire, appelé SAP (Parti socialiste des ouvriers allemands) jusqu'en 1890 puis **le SPD (Parti Social-Démocrate Allemand)** qui consolide la place de ce mouvement dans la vie politique allemande.

Doc. 1 p 88 : Les socialistes se dotent d'un programme commun qui permet de surmonter les divisions idéologiques entre réformistes et révolutionnaires :

- La dénonciation du modèle capitaliste qui génère « la misère et la servitude » de la classe ouvrière.
- L'action fondée sur l'utilisation de « tous les moyens légaux ».

- L'objectif « de fonder l'Etat libre et la société socialiste » afin d'abolir les inégalités fondées sur le salariat, « l'exploitation sous toutes ses formes » et d'« éliminer toute inégalité sociale et politique ».

Ce programme de synthèse permet aux tenants du réformisme de rester dans un cadre de prise de pouvoir légale (sans révolution) et aux tenants de la révolution de maintenir l'objectif de la création de « l'état socialiste » et donc de la fin du modèle capitaliste.

2. Un mouvement qui s'implante dans la vie politique allemande.

a) Bismarck cherche à affaiblir le mouvement.

Loi de 1880 interdit aux mouvements socialistes et syndicaux de diffuser leurs idées par voie de presse et de créer des associations. Les principaux chefs socialistes sont contraints à l'exil.

Cependant, la loi n'atteint pas son objectif et ne parvient pas à endiguer l'essor de la SAP et des syndicats ouvriers.

1890 : Bismarck quitte le pouvoir. L'empire allemand connaît une phase de démocratisation (abrogation de la loi de 1880). Le SPD s'implante progressivement comme une des principales forces politiques d'Allemagne.

En 1890, le SPD représente près de 10% des députés.

1912 : Le SPD devient la 1^{ère} force politique au parlement obtenant 35% des suffrages soit 110 députés. Désormais, le SPD se présente comme un parti de gouvernement et non plus simplement d'opposition.

b) Le mouvement socialiste allemand à la veille de la 1^{ère} GM.

A la veille de la guerre, le mouvement socialiste allemand est devenu puissant mais reste fortement divisé idéologiquement. Les « **révisionnistes** » menés par Eduard Bernstein et Friedrich Ebert s'opposent toujours aux « **Révolutionnaires** » menés par August Bebel, chef du SPD jusqu'à sa mort en 1913.

Cette fracture idéologique concerne toute l'Europe. Lors des **4^e et 5^e Congrès de la 2^{ème} Internationale Ouvrière** de Dresde et d'Amsterdam (1903,1904), les tenants de l'orthodoxie marxiste font condamner le révisionnisme qui, cependant, garde de nombreux partisans à l'intérieur du mouvement ouvrier allemand et Européen (Jaurès en France).

Face à un risque de guerre de plus en plus perceptible, le mouvement socialiste allemand est partagé. Certains proposent de mettre en place une **grève générale internationale** pour contraindre les Etats à maintenir la paix. D'autres, comme A. Bebel, voient dans la guerre qui approche, la crise opportune qui permettra à la révolution prolétarienne de réussir la transition vers l'Etat socialiste.

Lorsque la guerre se déclenche en Août 1914, la plupart des socialistes allemands vont, par patriotisme, soutenir leur pays. En Allemagne (comme en France), le parti socialiste accepte **l'Union Sacrée**.

3. Le syndicalisme ouvrier s'organise. (1875-1914)

a) Industrialisation et essor du mouvement syndical :

L'essor économique de l'Allemagne est rapide dans les années 1870 et particulier après l'unification allemande de 1871. Cette expansion du modèle capitaliste industriel a de multiples conséquences :

- la multiplication de la classe ouvrière qui représente près de 40% de la population active vers 1910.
- l'accroissement des revendications sociales.
- la multiplication **des révoltes ouvrières** comme celle **de Berlin en 1892**. La grève devient le principal moyen d'action du mouvement ouvrier. On en compte de 1300 en 1903 et plus de 3200 en 1906
- le développement d'un modèle alternatif au modèle capitaliste à travers le mouvement des coopératives (doc. 4 p 91). En 1911, l'Allemagne en compte 1200 qui associent plus de 1.3 millions de membres.

b) l'essor du syndicalisme :

Doc. 1 et 2 p 90 : S'il n'y a pas dans l'Allemagne de la fin du XIXe siècle d'unité syndicale, les **syndicats socialistes** qualifiés de « **syndicats libres** » vont connaître une très forte croissance. Entre 1892 et 1913, le nombre de syndiqués passe de 350 000 à plus de 3 millions dont 2,5 Millions dans les syndicats socialistes.

Comme le montre le programme des syndicats libres adopté en 1907, l'objectif est avant tout d'obtenir une amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers. Les syndicats militent pour la réduction du temps de travail à 8 heures par jour ; l'interdiction du travail des enfants ; l'obtention d'une journée et demi de repos par semaine et la mise en place d'une protection sociale pour les travailleurs (assurance maladie, assurance chômage, pension de veuvage). Très présents dans la vie sociale, les syndicats ouvrent des écoles, des théâtres et participent à la naissance d'un mouvement « d'éducation populaire ».

c) Les succès de la lutte sociale :

Entre 1875 et 1914, de nombreuses lois permettent l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers. Ces victoires peuvent s'interpréter comme la preuve d'un changement de rapport de force entre la classe ouvrière et le patronat contraint à des concessions. Mais c'est aussi, un mouvement lié à l'influence électorale des ouvriers qui nécessite de la part des gouvernants de tenir compte de leurs revendications. Ainsi, entre 1883 et 1889, le gouvernement de Bismarck qui s'oppose à la liberté syndicale fait pourtant voter des lois protectrices mettant en place une assurance maladie, une assurance contre les accidents de travail et une assurance pour la prise en charge de la vieillesse et de l'invalidité.

II. Le socialisme durant la république de Weimar et le nazisme. (1919-1945)

1. L'échec du spartakisme. (Doc. 94-95)

Durant la guerre, les socialistes se divisent. Les tenants de la paix et de la Révolution prolétarienne sont exclus du SPD en janvier 1917, certains comme Rosa Luxemburg sont emprisonnés. Ils s'organisent dans un nouveau mouvement dans lequel émerge «la ligue spartakiste ».

Entre la fin octobre et début novembre 1918, l'empire allemand s'effondre militairement et politiquement. De nombreuses révoltes populaires éclatent à Kiel, à Hambourg puis en Bavière et enfin à Berlin.

Doc. 1 p 94 : Le 9 novembre 1918, Les Spartakistes lancent un appel à la révolte dans Berlin. Guillaume II abdique une république provisoire est instaurée. Elle est dirigée par Friedrich Ebert, chef du SPD.

Les dissensions sont vives dans le mouvement socialiste entre les partisans de la Révolution qui soutiennent la révolte « Spartakistes » pour mettre en place une République socialiste sur le modèle de la Révolution russe d'octobre 1917 et les membres du SPD tenant de la démocratie qui se retrouvent au pouvoir. La population allemande se divise et un climat de guerre civile s'instaure en Allemagne.

Le 30 décembre 1918, les Spartakistes fondent le **KPD : le parti communiste allemand**. Cette rupture est profonde et **les inimitiés entre le SPD et le KPD expliquent qu'une alliance entre les deux formations apparaît désormais impossible**. Lors de **la semaine sanglante (6 au 13 janvier 1919)**, l'insurrection spartakiste est écrasée à Berlin sur l'ordre Gustav Noske, ministre issu du SPD qui fait appel aux « corps francs ». **Le 15 janvier 1919**, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés sur l'ordre de Noske.

En février 1919, les élections d'une assemblée constituante permettent la victoire d'une coalition constituée autour du SPD, la République de Weimar est proclamée et Ebert devient Président de la République.

En Mars 1919, de nouveaux affrontements opposent les révolutionnaires et les forces de l'ordre. Les Spartakistes sont totalement vaincus mais le KPD survit et incarne une voie socialiste radicale proche du régime communiste soviétique.

2. Le mouvement ouvrier entre démocratie et révolution.

a) Weimar ou la démocratie du « compromis »

Dans les années 1920, trois partis dominent la vie politique allemande :

- le SPD : les sociaux-démocrates
- le Zentrum : parti catholique implanté dans le Sud et l'ouest de l'Allemagne
- les libéraux : principal parti de la droite allemande.

Le pouvoir est exercé par ces trois partis contraints de s'associer pour gouverner. L'opposition principale n'est donc pas entre ces trois partis mais provient de mouvements extrémistes (les nationalistes et les communistes) qui adoptent une attitude résolument antirépublicaine et n'hésitent pas à organiser des coups de force.

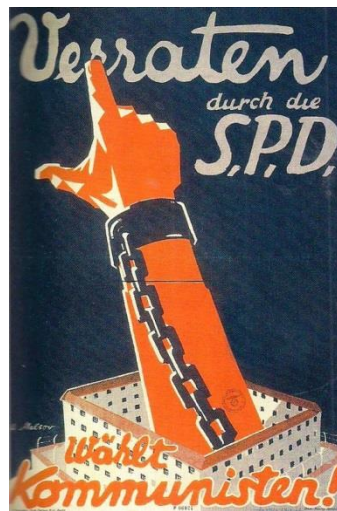
En mars 1920, le Putsch de Kapp témoigne des tentations autoritaires de certains mouvements allemands. 6 000 « corps francs » font pression pour imposer la mise en place d'un gouvernement provisoire dirigé par Wolfgang Kapp. Ils contraignent le gouvernement légitime à quitter Berlin. Cependant, une grève générale menée à l'appel du SDP et du KPD ainsi que le refus de très nombreux fonctionnaires d'obéir au nouveau gouvernement permettent l'échec du Putsch.

Entre 1920 et 1924, plusieurs tentatives de coups d'états communistes ou nationalistes échouent mais témoignent de la fragilité de la République de Weimar. La crise de 1929 renforce les oppositions entre socialistes et communistes et favorise la montée du NSDAP qui lui aussi se présente comme un parti ouvrier.

3. Le mouvement ouvrier et le nazisme.

a. l'opposition KPD/NSDAP favorise les nazis.

Les dissensions entre le SPD et le KPD empêchent la formation d'un front républicain anti-NSDAP.



La crise politique s'amplifie en 1932, par l'impossibilité de former un gouvernement stable lié à l'éclatement de l'électorat et à l'effondrement des grands partis démocratiques traditionnellement au pouvoir. Si le SPD conserve de nombreux élus, il ne trouve aucun allié pour gouverner. Les partis de droite et du centre cherchent à mettre en place une coalition mais se heurtent à l'impossibilité de trouver un équilibre sans s'associer au NSDAP. Durant l'été et l'automne 1932, la crise sociale s'accroît (grèves des loyers, grèves des transports). Dans les rues des grandes villes, les SA et les milices du KPD font régner l'insécurité.

Doc. 1 p 96 : Dans ce climat d'extrême tension et malgré la perception du danger, les deux grands partis de gauche (le SPD et le KPD) ne parviennent pas à construire une alliance antinazie. Au contraire, durant les élections de 1932, le Parti Communiste allemand présente le SPD comme un « parti de traitres ». L'opposition entre les deux grands partis issus du courant socialiste fait donc le jeu du NSDAP. **Le 30 janvier 1933**, Hindenburg se résout à appeler Hitler au pouvoir alors même que son parti semble perdre de son influence (2 millions d'électeurs de moins entre juillet et novembre 1932).

partis	1928		1930		Juillet 32		Novembre 1939	
	%	sièges	%	sièges	%	sièges	%	sièges
SPD	29.8	153	24.5	143	21.6	133	21.4	121
Zentrum	12.1	62	11.8	68	12.4	75	11.9	70
Libéraux	11.8	61	7.5	49	4.4	29	5	31
KDP	10.6	54	13.1	77	14.3	82	16.9	82
NSDAP	2.6	12	18.3	107	37.3	230	33.1	196
Autres petits partis	33.1	81	24.8	133	10	59	11.7	84
total	100	423	100	577	100	608	100	584

b) L'élimination de l'opposition et la mainmise nazie sur le mouvement ouvrier. (p96-97)

Entre janvier et juillet 1933, le NSDAP au pouvoir réduit toute possibilité d'opposition et va prendre le contrôle des mouvements ouvriers.

L'incendie du Reichstag le 27 février 1933 permet l'arrestation d'opposants communistes et la mise **hors-la-loi du KPD**. **Le 23 mars 1933**, Hitler obtient les pleins pouvoirs. En quelques semaines, les organisations politiques et syndicales sont rendues illégales et remplacées par un parti unique et une organisation syndicale corporatiste unique : **le Front du Travail (Deutsche Arbeits Front)**.

Durant les années 1933-1945, les partis issus du socialisme et les mouvements ouvriers n'ont jamais réellement pu s'opposer au nazisme. L'historien Ian Kershaw insiste sur le fait que « si la classe ouvrière n'avait pas été convertie au nazisme, elle était bel et bien neutralisée ». Dans les faits, il y eut des formes de résistance ouvrière au nazisme mais elles se sont heurtées à une violente répression. Certains cadres du SPD et du KPD se sont exilés puis se sont mis au service des alliés après le 8 mai 1945. Ainsi, Walter Ulbricht, réfugié à Moscou a contribué à mettre en place le régime communiste en RDA et son parti unique la SED.

III. Deux Allemagnes, deux expériences ouvrières.

1. l'expérience communiste en RDA (1945-1990)

En mai 1949, les alliés, dans l'incapacité de s'entendre avec l'URSS, procèdent à la restauration politique de l'Etat allemand en créant la RFA (République Fédérale d'Allemagne). En réponse, les soviétiques créent la RDA (République Démocratique d'Allemagne) en octobre 1949.

Officiellement le régime est-allemand garantit les libertés fondamentales des citoyens et le droit de vote. Dans les faits, la SED : Parti Socialiste Unifié d'Allemagne est le seul parti autorisé et contrôle la totalité des pouvoirs. Seuls deux chefs d'Etat se succèdent à la tête de la RDA entre 1949 et 1989, Walter Ulbricht et Erich Honecker. La RDA vit sous dictature communiste durant plus de 40 ans.

Doc. 1 p 100 : Les fondements idéologiques et économiques de la RDA sont très proches de ceux de l'URSS. La république est-allemande se présente comme un **état socialiste** qui rend « inadmissible » la propriété des moyens de production, qualifiés de « propriété du peuple ». L'URSS a souhaité faire de la RDA et de Berlin « une vitrine du socialisme ». Cependant, le pays ne parvient pas à égaler les performances de la RFA.

Comme les autres régimes communistes d'Europe, la SED a voulu légitimer son pouvoir par l'organisation de manifestations de masse sensées témoigner de l'attachement des d'Est-Allemands (17 millions en 1990) au régime. Mais face aux contestations internes (**émeutes de Berlin de juin 1953**) et à la fuite de près de 2 millions de personnes entre 1949 et 1961, le régime met en place un contrôle strict de la population. La STASI et le mur de Berlin deviennent les symboles de l'absence de liberté. L'échec économique du socialisme est également perceptible lorsque l'on compare les productions et le niveau de vie des populations est et ouest-allemandes. Peu avant la réunification, la RDA se présente comme la "dixième nation industrielle du monde". En réalité dans les années 1980, cette économie est en faillite. En 1990, le revenu moyen par habitant d'un allemand de l'Est équivaut à 1/3 de celui d'un Allemand de l'Est. A cette date, l'ex-RDA représente environ 20% de la population de l'Allemagne réunifiée mais ne produit que 10% de sa richesse et connaît dans les mois qui suivent la réunification une baisse de près de 45 % de son PIB.

Discrédité par les abus du régime communiste, la SEP disparaît en 1990 ; une partie de ses membres créent le PDS qui se présente dès lors comme un parti socialiste démocratique.

2. Le mouvement ouvrier ouest-allemand.

a) l'affirmation du réformisme de la social-démocratie.

Doc. 1 p 106 : Entre 1949 et 1959, les mouvements socialiste et communiste tentent de se reconstruire en RFA. Plusieurs difficultés limitent leur influence dans la première décennie de la nouvelle république allemande :

- la perte de sa base militante détruite par le nazisme et la concurrence du modèle socialiste est-allemand qui offre au KPD une attractivité idéologique. Dans ce contexte, le SPD perd plus de 300 000 adhérents entre 1947 et 1955.

- le KPD, trop proche du régime soviétique, il est interdit en 1956. Le socialisme ne peut donc s'exprimer que dans un seul mouvement et selon une seule ligne, celle de la social-démocratie.

Il faut attendre la fin des années 1950 pour voir le SPD redevenir une force politique capable de gouverner. En 1957, Willy Brandt est élu maire de Berlin-ouest, il devient le chef du SPD et initie une importante réforme de son parti lors du **congrès réformiste de Bad-Godesberg de 1959**.

Doc. 1 p 106 : Dans son nouveau programme, le SPD affirme son attachement à la « liberté, la justice et à la solidarité » ainsi qu'à la démocratie « forme de gouvernement généralement admise car elle repose sur le respect de la dignité de l'homme ». Le texte voté à une grande majorité par les membres du parti affirme puiser « ses racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et la philosophie classique ». Cette affirmation est une rupture franche avec la pensée marxiste qui n'est donc plus considérée comme un fondement du SPD.

Le SPD ouest-allemand se présente donc comme **un contre-modèle au socialiste marxiste incarné par la SED** est-allemande. Cependant, cette rupture avec le marxisme et l'interdiction du KPD expliquent, en partie, pourquoi une partie de l'extrême-gauche opte pour l'action violente dans les années 1970 avec la création de **la FAR (Fraction Armée Rouge)**.

Entre 1969 et 1982, le SPD revient au pouvoir en Allemagne de l'Ouest (2 chanceliers consécutifs W. Brandt et H. Schmidt) mais connaît ensuite une longue période d'opposition (1982-1998).

b) Le syndicalisme en RFA :

Le Syndicalisme en Allemagne est longtemps resté une pierre angulaire du modèle économique allemand. Après 1945 et la dénazification, le mouvement syndical se reconstruit sur une base proche du système anglo-saxon trade-unioniste. **Entre 1946- 1947**, Des syndicats sont créés dans chacune des zones ouest-allemandes

En 1949, l'ensemble des mouvements syndicaux de la RFA se regroupent dans une confédération (le DGB : *Deutsche Gewerkschaftsbund*) mais chaque syndicat reste autonome et organisé par branches d'activités.

doc.5 p 107. En 1950, le DGB compte près de 5 millions de membres qui représentent plus de 40% des salariés. Le syndicalisme allemand conserve durant la période 1949-1989 son importance puisque le taux de syndicalisation ne décroît que faiblement et reste proche de 40% alors qu'en France dans le même temps ce taux passe de 40 à 12%.

Les syndicats ouest-allemands vont obtenir de nombreuses avancées sociales (réduction du temps de travail, augmentations salariales, accords de cogestion) et développent un modèle original fondé sur la négociation et la cogestion associant salariés et patronat.

La loi de 1976 sur la cogestion des grandes entreprises mise en place par le gouvernement du Chancelier Helmut Schmidt témoigne de cette volonté de dialogue entre patronat et syndicats. Les syndicats siègent dans les conseils de surveillance où ils obtiennent la nomination paritaire de représentants du personnel et de représentants des actionnaires. Bénéficiant d'une forte croissance malgré le ralentissement des années 1980, la RFA se présente comme un modèle de réussite économique associant croissance et dialogue social.

3. Le mouvement socialiste et syndical depuis 1990.

La réunification allemande marque une rupture dans la vie politique et sociale allemande. Le nouvel état réunifié fait porter ses efforts sur l'intégration des 6 Länder de l'Est qui accusent un important retard économique par rapport à l'ouest. Politiquement, la vie démocratique s'installe aisément à l'est et les partis qui s'y développent après la dissolution de la SED en décembre 1990 s'intègrent dans ceux de l'ouest. Cependant, comme les autres pays d'Europe, l'Allemagne traverse une crise sociale qui affecte sa vie politique et ses structures syndicales.

a. Le déclin syndical.

Depuis 1990, le taux de syndicalisation en Allemagne est passé de 40 % à 19 % (en 2008). Ce déclin est comparable à celui enregistré dans de nombreux états européens. **Le retour au pouvoir du SPD en 1998 est une véritable désillusion pour le mouvement syndical.** En effet, **le gouvernement Schröder (1998 -2005) engage, à partir de 2003, des réformes structurelles du marché du travail** qui ont pour conséquence de baisser le niveau de protection sociale (baisse des indemnités de chômage, obligation d'accepter un emploi, facilité d'embauche et de licenciement pour les entreprises, etc...). Très critiqué, ce programme marque une rupture idéologique et politique entre le SPD et les syndicats.

b. Les conséquences du pragmatisme du SPD.

Depuis 1998, le parti social-démocrate privilégie l'adaptation de son modèle idéologique à la société et non l'espoir d'adapter la société à un modèle idéologique socialisant. Cette nouvelle orientation a créé une crise à l'intérieur du parti qui doit faire face à la dissidence de son aile la plus radicale.

Depuis 2007, le parti « **Die Linke** » /« **la Gauche** » incarne un renouveau de la pensée socialiste. Ce parti a attiré les anciens communistes de la SED/PDS (Gregor Gysi) et les déçus du SPD (Oskar Lafontaine). En 2009, il obtient 12% des voix aux élections législatives. Il est fortement soutenu par les plus démunis et les syndicats qui voient en lui une alternative au SPD. Depuis 2014, Die Linke qui a gagné les élections régionales, dirige la Thuringe en Allemagne de l'est.

Le positionnement idéologique de « die Linke » est comparable à celui de nombreux mouvements de la Gauche radicale qui connaît un renouveau depuis la fin des années 2000 (Syryza en Grèce, Podemos en Espagne, le Front de Gauche en France...). L'abandon du marxisme par les grands partis de gauche européenne (SPD en Allemagne, PS en France, Labour au R.U) a créé un vide idéologique qui a permis à ces nouvelles formations de prendre un positionnement idéologique plus radical et plus proche des origines marxistes de la pensée socialiste.

Conclusion : En 140 ans, le mouvement ouvrier allemand a longtemps été incarné par le socialisme et le communisme qui se sont transformés ou ont disparu. Cependant, la rénovation idéologique du mouvement socialiste a conduit à une rupture entre le SPD et les classes populaires. Ce phénomène n'est pas propre à l'Allemagne, il se retrouve dans de nombreux pays d'Europe et explique l'émergence d'une nouvelle gauche plus radicale.